

le 03 octobre 2007

<p style="text-align: center;"><b>RAPPORT</b> <b>DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES</b> <b>POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT</b></p>
--

- Objet :** Installation classée pour la protection de l'environnement.  
Déclaration de modifications d'installations classées pour la protection de l'environnement.
- Pétitionnaire :** Société NATUREX - Pôle technologique Agroparc - Montfavet - 84911 Avignon.
- Références :** Transmissions de la préfecture de Vaucluse  
- du 26 avril 2006 (AGS.84.2005.00041) ;  
- du 1<sup>er</sup> juin 2007 (AGS.84.2007.00728).

## **RESUME**

*Depuis 1993, la société NATUREX est autorisée à exploiter une usine de production d'extraits végétaux et animaux sur le territoire de la commune d'Avignon.*

*En 2003, la société NATUREX a informé Monsieur le préfet de Vaucluse des modifications projetées sur les installations exploitées sur le site industriel, et notamment de la construction de nouveaux bâtiments. Ces installations modifiées ont été réglementées par l'arrêté préfectoral complémentaire du 16 décembre 2003.*

*Fin 2005, l'Inspection des installations classées a constaté que le projet initial d'extension du site industriel avait été modifié. Il a donc été demandé à la société NATUREX de faire un point sur ces évolutions afin de vérifier que les prescriptions applicables étaient toujours adaptées.*

*En mars 2006, et en application des dispositions de l'article 20 du décret n° 77-1133 du 31 septembre 1977, la société NATUREX a informé Monsieur le Préfet de Vaucluse des modifications apportées sur les installations par rapport au projet de 2003. Cette information a été complétée en octobre 2006, juin et septembre 2007, notamment pour prendre en compte les modifications du projet et répondre aux observations du Service Départemental d'Incendie et de Secours.*

*Le présent rapport a pour objet de :*

- présenter les modifications apportées aux installations ;*
- proposer un projet d'arrêté préfectoral complémentaire à l'avis du conseil départemental d'hygiène afin de réglementer l'ensemble des installations et activités modifiées sur le site industriel de la société NATUREX.*

## Plan de situation - Société NATUREX Avignon/Montfavet

Lors d'une visite d'inspection réalisée en 2005, nous avons constaté que le projet de modifications initial de 2003 avait légèrement évolué, compte tenu notamment des nouveaux besoins de l'exploitant et la nécessité d'améliorer la sécurité des installations.

Nous avons donc demandé à l'exploitant de faire le point sur les modifications afin de nous assurer que les prescriptions des arrêtés préfectoraux qui réglementent les installations étaient toujours adaptées.

C'est dans ce cadre, et selon les dispositions de l'article 20 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977, que l'exploitant a informé Monsieur le Préfet de Vaucluse des modifications d'installations projetées.

## **1. Nature des modifications :**

### **1.1 Activités :**

Le classement des installations classées pour la protection de l'environnement exploitées sur le site industriel est inchangé.

Seuls les volumes de certaines rubriques évoluent :

- rubrique 1432-2-b : passage de 71 m<sup>3</sup> à 78 m<sup>3</sup> du stockage de liquides inflammables ;
- rubrique 2220-2 : passage de 7,5 tonnes/jour à 8,8 tonnes/jour de la capacité des installations de déshydratation des produits d'origine végétale ;
- rubrique 2920-2.b : passage de 144 kW à 374 kW de la puissance électrique des installations de réfrigération ;
- rubrique 2925 : passage de 10 kW à 22 kW de la puissance électrique de l'atelier de charge d'accumulateur ;
- rubrique 1510 : passage de 8980 m<sup>3</sup> à 10480 m<sup>3</sup> pour le volume des bâtiments de stockage.

La seule activité soumise à autorisation reste l'emploi de quinze tonnes de liquides inflammables (volume inchangé depuis l'autorisation de 1999) :

Rubrique	Activité	Régime*	Antériorité	Quantité / volume	Rayon affichage
1131.2.c	Emploi ou stockage de substances toxiques. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure à 1 t, mais inférieure ou égale à 10 t.	D	16/12/2003	1,5 tonnes	/
1175.2	Emploi de liquides organohalogénés pour la mise en solution, l'extraction. La quantité de liquides organohalogénés étant supérieure à 200 l, mais inférieure ou égale à 1.500 l.	D	16/12/2003	< 1 500 litres	/
1432.2.b	Dépôt de liquides inflammables représentant une capacité totale équivalente supérieure à 10 m <sup>3</sup> mais inférieure ou égale à 100 m <sup>3</sup> .	D	16/12/2003 pour le dépôt	78 m <sup>3</sup>	/
1433.B.a	Installation de mélange ou d'emploi de liquides inflammables. La quantité totale équivalente susceptible d'être présente étant supérieure à 10 t	A	16/12/2003	15 T	2
1433.A.b	Installation de simple mélange à froid de liquides inflammables. La quantité totale	D	16/12/2003	19 t	/

	équivalente susceptible d'être présente étant supérieure ou égale à 15 t, mais inférieure à 50 tonnes.				
1434.1.b	Installations de remplissage ou de distribution de liquides inflammables. Chargement de véhicules citernes, remplissage de récipients mobiles. Le débit maximum équivalent étant supérieur ou égal à 1 m <sup>3</sup> /h mais inférieur à 20 m <sup>3</sup> /h.	D	16/12/2003	18 m <sup>3</sup> /h	/

Rubrique	Activité	Régime*	Antériorité	Quantité / volume	Rayon affichage
1510.2	Stockage de matières combustibles en entrepôts couverts (en quantité supérieure à 500 t). Le volume des entrepôts étant supérieur à 5.000 m <sup>3</sup> mais inférieur à 50.000 m <sup>3</sup> .	D	16/12/2003	Entrepôt A : 2630 m <sup>3</sup> et 150t Entrepôt B : 6350 m <sup>3</sup> et 360t Entrepôt C : 1500 m <sup>3</sup> et 285t Total : 10480 m <sup>3</sup> et 795 t	/
2220.2	Préparations de produits alimentaires d'origine végétale par déshydratation, la quantité de produit entrant étant supérieure à 2 t/j mais inférieure à 10 t/j.	D	16/12/2003 pour les tours : - anhydro AS 110 - Niro Ninor Prod - Anhydro CSD 69  23/11/2005 pour les tours : - Anhydro Compact - Niro P6.3	8,8 t/j (5 tours d'atomisation)	/
2631.2	Extraction par la vapeur des parfums, huiles essentielles contenues dans les plantes aromatiques. La capacité totale des vases d'extraction destinés à la distillation étant supérieure ou égale à 2,5 m <sup>3</sup> mais inférieure à 50 m <sup>3</sup> .	D	16/12/2003	20 m <sup>3</sup>	/
2920.2.b	Installations de réfrigération ou compression fonctionnant à des pressions effectives supérieures à 105 Pa, comprimant ou utilisant des fluides non inflammables et non toxiques (air + fluide R 22). La puissance absorbée étant supérieure à 50 kW, mais inférieure ou égale à 500 kW.	D	/	374 kW	/
2921.2	Installations de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air	D	/	2115 kW	/

	lorsque l'installation est du type "circuit primaire fermé"				
2925	Ateliers de charge d'accumulateurs. La puissance maximum étant supérieure à 10 kW.	D	/	22 kW	/

## 1.2 Installations :

Plusieurs installations ont été modifiées par rapport au projet d'extension de 2003. Il s'agit notamment de :

- la mise en place d'une tour d'atomisation pilote ;
- la mise en place d'un groupe de piégeage des composés organiques volatils ;
- l'installation d'un système d'extinction par brumisation dans l'atelier ADF (extraction d'oléorésine) ;
- la construction de bassins permettant le lissage des eaux usées et la rétention des eaux de ruissellement ;
- la mise en place d'un prétraitement des eaux usées (dégrillage, tamisage, neutralisation, écrémage/déshuilage) ;
- la création d'un local annexe pour le stockage des liquides inflammables actuellement stockés à l'intérieur de l'entrepôt ;
- la création d'un atelier de broyage pour réunir les broyeurs de l'usine ;
- la création d'un local technique incendie ;
- la création d'un local laverie et d'un local de stockage du petit matériel ;
- la création d'une aire de stockage des bennes à déchets sur dalle étanche avec récupération des eaux de ruissellement ;
- la mise en place d'un réseau de piézomètres pour surveiller la qualité des eaux souterraines ;
- l'aménagement d'un parking et d'une aire d'attente pour les camions.

## 2. **Modifications des impacts et dangers générés par l'activité :**

Les modifications apportées par rapport au projet d'extension de 2003 concernent principalement :

- l'amélioration de la sécurité (extinction automatique dans l'atelier ADF, rénovation du réseau de robinets d'incendie armés, rétention des eaux susceptibles d'être polluées accidentellement, déplacement du stockage de liquides inflammables dans un local annexe)
- la protection de l'environnement (piégeage des composés organiques volatils, bassin de lissage des eaux usées, rétention des eaux météoriques, aires adaptée pour le stockage des déchets, mise en place d'un prétraitement des eaux usées). Par ailleurs, l'exploitant s'est engagé en août 2007 à mettre en œuvre un traitement complémentaires des eaux usées rejetées dans le réseau public d'assainissement. Le planning de réalisation prévoit la mise en service de la nouvelle installation en mars 2008.

- l'amélioration des conditions d'exploitation (atelier broyage, local laverie, locaux de stockage, parking)

### **3. Avis du Service Départemental d'Incendie et de Secours :**

Par courrier du 22 septembre 2006, le Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS) a émis des recommandations sur les dispositions visant à :

- réduire l'éclosion d'un sinistre ;
- réduire la propagation rapide d'un sinistre ;
- faciliter l'intervention des secours.

L'exploitant a répondu à l'ensemble des points. Seuls deux remarques du SDIS ont fait l'objet de commentaires argumentés de l'exploitant :

- réduction des zones de dangers (sinistre sur l'atelier ADF) : il faut préciser que cet atelier est déjà régulièrement autorisé, et que l'exploitant bénéficie donc d'un droit d'antériorité. Cependant, une installation de brumisation a été installée en 2006 afin de réduire la probabilité d'occurrence et la gravité d'un incendie, ce qui constitue une avancée notable pour la sécurité des installations ;
- implantation des stockages intérieurs à 0,80 mètres des parois des bâtiments : les stockages sont réalisés sur des racks (étagères) et sont implantés à 0,40 mètres des parois. L'analyse de risque n'a pas mis en évidence la nécessité de modifier ce mode de stockage.

### **4. Valeur limite de concentration en poussières totales :**

A l'article 8.2 de l'arrêté préfectoral du 16 décembre 2003, il est prescrit que la valeur limite de concentration des poussières totales est  $30 \text{ mg/m}^3$ .

Or, l'arrêté ministériel du 2 février 1998 qui régit les émissions des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation prescrit, si le flux horaire est inférieur ou égal à 1 kg/h, une valeur limite de concentration de  $100 \text{ mg/m}^3$ .

Le flux horaire maximal de poussières émises par NATUREX est de 287 g/h, ce qui est donc très largement inférieur à 1 kg. Aussi, et indépendamment du fait qu'il est très difficile, techniquement, d'atteindre une concentration de  $30 \text{ mg/m}^3$ , rien ne justifie que les prescriptions préfectorales soient plus sévères que celles de l'arrêté ministériel.

C'est pourquoi nous proposons de ramener la valeur limite de concentration des poussières totales à  $100 \text{ mg/l}$ .

### **4. Importance des modifications :**

Les modifications apportées ne remettent pas en cause le classement des activités pour lesquelles l'exploitant est déjà autorisé (arrêtés préfectoraux d'autorisation n° 2387 du 02 septembre 1999 et n° 2003.12.16.0040 du 16 décembre 2003 ).

De plus, ces modifications doivent permettre à l'exploitant de réduire les impacts environnementaux et les risques.

En conséquence, elles ne sont pas de nature à entraîner des dangers ou inconvénients au sens de l'article 20 du décret n° 77-1133 susvisé. Le dépôt d'une nouvelle demande d'autorisation d'exploiter n'est pas nécessaire.

Néanmoins, afin de :

- réglementer les installations modifiées ;
- prendre en compte les nouvelles exigences imposées par la réglementation ;
- rendre plus efficace le contrôle de l'inspection des installations classées.

il est nécessaire de réviser les exigences des arrêtés préfectoraux antérieurs et de les réunir dans un arrêté préfectoral unique.

Ces nouvelles exigences doivent être prescrites par voie d'arrêté préfectoral complémentaire, en application des dispositions de l'article 18 du décret 77-1133 du 21 septembre 1977, après avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques.

Un projet d'arrêté préfectoral complémentaire, en ce sens, est annexé au présent rapport.

Nous proposons aux membres du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques d'émettre un avis favorable à ce projet et les informons que la démarche ISO 14001 a abouti le 23 août 2007 à la certification du système de management environnemental de la société NATUREX conformément à ses engagements.

Nous proposons d'adresser le présent rapport à Monsieur le Préfet de Vaucluse, bureau de l'environnement.

L'inspecteur des installations classées

Vu et transmis avec avis conforme,  
Pour le Directeur et par délégation,  
Le Chef de Subdivision,